

2008
Rapport annuel.



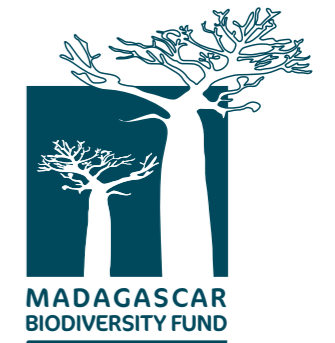
**FONDATION POUR LES AIRES PROTÉGÉES
ET LA BIODIVERSITÉ DE MADAGASCAR**

Madagascar ..une terre, la vie.



2008

Rapport annuel.



FONDATION POUR LES AIRES PROTÉGÉES
ET LA BIODIVERSITÉ DE MADAGASCAR

Auteur : Direction exécutive.
Mars 2009

Madagascar ...une terre, la vie.



Sommaire

2008 une année de contraste. 6

Levée de fonds et mobilisation du capital. 8

Fonds mobilisés. 8

Evolution du capital. 11

Situation du sinking fund. 14

Gestion des fonds de dotation en capital. 16

Fonds gérés par JP Morgan. 16

Capital en ariary géré par la direction exécutive. 20

Performance cumulée des placements au 31 décembre 2008 (en USD). 21

Octroi de financement. 22

Financement accordé à MNP dans le cadre du sinking fund. 22

Suivi des réalisations. 23

Administration de la Fondation. 24

Organisation de la Fondation. 24

Exécution du budget en 2008 (dépenses et ressources). 25

Evolution des coûts d'administration de la Fondation de 2005 à 2008. 27

Evaluation de la Fondation. 22

Communication & relations extérieures. 28

Gouvernance. 29

Activités du Conseil d'Administration. 29

Réunion avec les contributeurs au capital. 30

Nomination du 9^e administrateur. 30

Rapport financier audité. 31

Rapport général du commissaire aux comptes. 31

Bilans et comptes de résultat. 32



L'année 2008 pourrait être considérée comme une année de contraste pour la Fondation.



D'une part, la Fondation a connu une certaine réussite en matière de levée de fonds et d'autre part, l'institution a subi de plein fouet la crise financière qui a eu un impact négatif sur la gestion de ses avoirs à l'étranger. Par ailleurs, si la présence d'une représentation locale de la KfW constitue un élément déterminant dans la mobilisation des tranches du sinking fund que l'État malagasy devait verser à la Fondation, en revanche elle n'a pas été un facteur clé de succès dans la conclusion des négociations concernant la participation allemande au capital de la Fondation.

2008 une année de contraste.



De manière générale, les activités prévues dans le cadre du Plan de Travail Annuel 2008 ont été réalisées sauf celles relatives à la levée de fonds, en particulier le « road show » prévu en Suède, la finalisation d'un manuel de Suivi évaluation et la politique de priorisation, ainsi que la refonte du site web.

Concernant la consolidation du capital, la Fondation a enregistré un succès indéniable, la signature du deuxième C2D (Contrat de Désendettement Développement) au mois de juin a apporté un peu plus de 13,3 millions EUR au capital de la Fondation. Il s'agit de la contribution la plus importante que la Fondation ait pu recevoir depuis sa création. Ce succès porte désormais à 34 millions de USD le montant du capital « sécurisé » et ce, après seulement trois ans d'activités. Toutefois, ce succès a été quelque peu occulté par les difficultés rencontrées dans la finalisation des négociations avec la KfW pour une participation de 4,5 millions EUR au capital de la Fondation.

La gestion du capital a été particulièrement marquée par la crise financière provoquée par le « krach boursier », son impact sur le portefeuille de la Fondation est négatif quoique relativement modéré si l'on compare aux autres fonds communs de placement (y compris les fonds socialement responsables). A la fin de l'année 2008, malgré les moins-values de -10,6% enregistrées sur les fonds investis sur les marchés internationaux, le capital de la Fondation n'a subi qu'une dépréciation nette de - 3,7%.

Le programme de financement dans le cadre du sinking fund a été poursuivi et renforcé. Pour l'année 2008, le CA de la Fondation a accordé environ un milliard MGA à MNP (Madagascar National Parks), pour supporter les coûts de fonctionnement des cinq aires protégées appuyées par la KfW.

Concernant la mobilisation des fonds en sinking fund, le Gouvernement malagasy a, non seulement, rectifié les taux utilisés pour les versements au titre de 2004 et 2005 mais il a également décaissé toutes les tranches relatives à 2006, 2007 et 2008 et ce conformément à l'engagement qu'il a pris lors des négociations gouvernementales à Bonn en Avril 2007.

En matière de renforcement de capacités du Conseil d'administration, une mission sur sites suivie d'une réunion a été organisée à Toamasina, cela a permis aux administrateurs de mieux appréhender les préoccupations et défis au niveau des sites.

Les orientations stratégiques de la Fondation ont été adoptées par le CA lors de sa réunion au mois de septembre. Un plan de suivi évaluation sera élaboré dans le cadre de la demande de fonds auprès du GEF.

Le manuel de financement de la Fondation est en cours d'élaboration, sa finalisation constitue une des conditions de déblocage des fonds selon le projet de convention proposé par la KfW.

Sur le plan de la communication, la Fondation s'est dotée d'une charte graphique, elle a été élaborée pour servir de base à toutes opérations de communication dans l'avenir. C'est dans ce cadre que des nouvelles brochures et autres supports de communication ont été conçues grâce à l'appui du programme MIARO. Les nouveaux documents seront disponibles au début de l'année 2009.

Léon Rajaobelina,
Président du Conseil d'Administration.

Levée de fonds et mobilisation du capital.

Fonds mobilisés.

1. Deuxième Contrat de Désendettement Développement (C2D).

En Janvier 2008, une mission d'instruction du deuxième Contrat de Désendettement Développement (C2D) a séjourné à Madagascar. La mission a rencontré les responsables de la Fondation le 16 janvier 2008. Selon l'aide-mémoire rédigé par la mission : « Le Ministre des finances et la mission se sont accordés pour l'utilisation des ressources du C2D à part égales au profit d'une part d'une aide budgétaire globale non affectée, d'autre part de l'appui au secteur de l'environnement par la dotation au capital de la FAPBM ».

Ensuite des négociations ont été entamées entre les différentes parties, des réunions préparatoires ont été organisées entre l'équipe de l'AfD et l'équipe de la Fondation. Ces réunions étaient l'occasion de répondre aux préoccupations de la partie française, les discussions s'articulaient autour de quelques thèmes : la sécurisation de l'investissement, la gouvernance et la représentation de l'État dans le Conseil d'administration de la Fondation, la stratégie de financement, les retombées de l'intervention de la Fondation sur la communauté villageoise à proximité des aires protégées. Le Conseil d'administration de l'AfD a approuvé la proposition faite par la mission concernant

l'utilisation du deuxième C2D lors de sa réunion du 10 Avril 2008. Enfin, le Trésor public et la Fondation ont préparé ensemble un projet de convention de rétrocession qui devait être signé en même temps que le C2D.

Le 11 juin 2008, le deuxième C2D a été signé par le Ministre des finances et l'Ambassadeur de France, tandis qu'une convention de rétrocession d'un montant de 13,3 millions EUR a été signée par le Ministre des Finances et le Président du CA de la Fondation. Il s'agit du montant le plus important mobilisé par la Fondation à ce jour. La signature de ce contrat porte à 34 millions USD l'ensemble de fonds de dotation au capital mobilisés par la Fondation depuis sa création en janvier 2005.

2. Contribution de la KfW au capital de la Fondation.

L'ouverture d'un bureau de représentant de la KfW à Antananarivo au mois de janvier 2008 marque une étape supplémentaire dans l'histoire des relations diplomatiques entre la République allemande et la République malagasy. Pour la Fondation, la présence permanente d'une représentation de la KfW devrait se traduire par le renforcement des liens et la facilitation des négociations pour la contribution en capital de la KfW. Comme prévu, la représentation locale de la KfW a pris un rôle actif en appuyant la Fondation dans la mobilisation des tranches du sinking fund que l'État malagasy n'a pas encore décaissé. Aussi, à la fin 2008, l'État malagasy a non seulement régularisé toutes les échéances en retard mais il a également décaissé la tranche de 2008.



Concernant la convention de don consécutive à la contribution de la coopération allemande, les négociations ont été plus difficiles, les deux parties n'ont pas pu s'entendre sur le texte final à adopter. En outre, la KfW a ajouté une condition supplémentaire, préalable au décaissement de la première tranche, il s'agit de l'adoption par le CA de la Fondation d'un manuel de financement préparé par un consultant recruté par la KfW, un tel manuel devrait être jugé « satisfaisant » par la KfW. Le projet d'accord porte sur une participation de 4,5 millions EUR de la KfW au capital de la Fondation. Il est rappelé que l'accord cadre a déjà été signé par le Ministre des finances et la coopération allemande en novembre 2006. A la fin de l'année 2008, la dernière version du projet de convention proposée par la KfW n'a pu être adoptée par le Conseil d'Administration de la Fondation. Par ailleurs, l'élaboration du manuel de financement de la Fondation est en cours. Un premier projet de manuel a été envoyé par le consultant, il a été examiné par le Conseil d'Administration de la Fondation lors de sa réunion du 19 décembre 2008, faute de temps le Conseil a reporté l'examen du projet au mois de janvier 2009.

3. Demande de contribution du GEF.

Il est rappelé que le processus de demande de fonds au GEF a commencé en 2006 et depuis la Fondation a dû préparer au moins six versions du PIF (Project identification form).

En 2007, le nouveau Secrétaire exécutif du GEF a élaboré une nouvelle stratégie, aussi la Fondation a dû mettre à jour plusieurs fois la version du PIF pour l'adapter au contexte nouveau. Une septième version a été préparée avec l'appui de la Banque Mondiale. Cette dernière version a été acceptée par le GEF. Il s'agit d'une étape importante, en principe, la chance pour la Fondation d'obtenir la contribution du GEF d'un montant de 10 millions USD est élevée.

Cependant, selon les procédures du GEF, il reste d'autres étapes à franchir :

- élaboration du « concept note » (prévu pour la fin du mois de décembre 2008),
- élaboration du « Document de projet » (prévu pour la fin du mois de Mars 2009),
- évaluation de la Fondation (au mois d'Avril 2009).

L'objectif est de soumettre le dossier de la Fondation au Conseil d'Administration de la Banque Mondiale au mois de juin 2009 avant de passer au Conseil d'Administration du GEF.

Le respect de ce calendrier dépend étroitement de l'efficacité de la collaboration entre l'équipe de la Banque Mondiale et l'équipe de la Fondation. En particulier, la Fondation devra s'approprier à répondre à toutes les questions et les préoccupations du GEF. Il est nécessaire de compléter et finaliser certains documents de la Fondation (Plan Stratégique et Plan de Suivi Evaluation, Politique de priorisation) tandis que d'autres documents nécessitent une mise à jour (Manuel de procédures administratives et comptables, Manuel de financement, Politique d'investissement...).

4. Activité de fundraising (road show prévu en Suède).

Les enjeux du financement du SAPM incitent la Fondation à augmenter ses capacités de financement et par conséquent à lever des fonds supplémentaires pour renforcer son capital. Dans le plan stratégique adopté en septembre 2008, le Conseil d'administration de la Fondation s'est fixé un nouvel objectif de 75 millions USD en capital dans les cinq ans à venir. Des activités de fundraising devraient être menées, en particulier la recherche de nouvelles sources de financement, en dehors de bailleurs traditionnels présents à Madagascar, a été envisagée depuis l'année 2006.

Il a été prévu dans les différents plans de travail annuels depuis l'année 2006 que la Fondation devrait organiser un « road show » en Suède et dans les pays scandinaves pour effectuer une levée de fonds. Les responsables de WWF Suède et Allemagne seraient éventuellement prêts à établir les contacts nécessaires et accompagner la Fondation dans cette démarche en jouant le rôle de facilitateur. Toutefois, cette activité n'a pu être réalisée ni en 2006 ni en 2007.

En Août 2008, une opportunité s'est présentée, M. l'ambassadeur de Madagascar en Allemagne chargé de préparer le voyage présidentiel, qui est par ailleurs membre du Conseil d'administration de la Fondation, a suggéré de profiter du voyage présidentiel en Suède pour promouvoir la Fondation. Cependant, un des administrateurs a fait remarquer que le mois d'Août étant traditionnellement une période de vacances en Suède, par conséquent il serait plus opportun d'y aller au mois d'octobre, quelques membres du Conseil devront alors se rendre en Suède avant de participer au congrès de l'IUCN prévu en octobre à Barcelone. Aucun contact n'a pu être établi en Suède, le voyage n'a pas pu avoir lieu.

Evolution du capital.

1. Décaissements des fonds en capital.

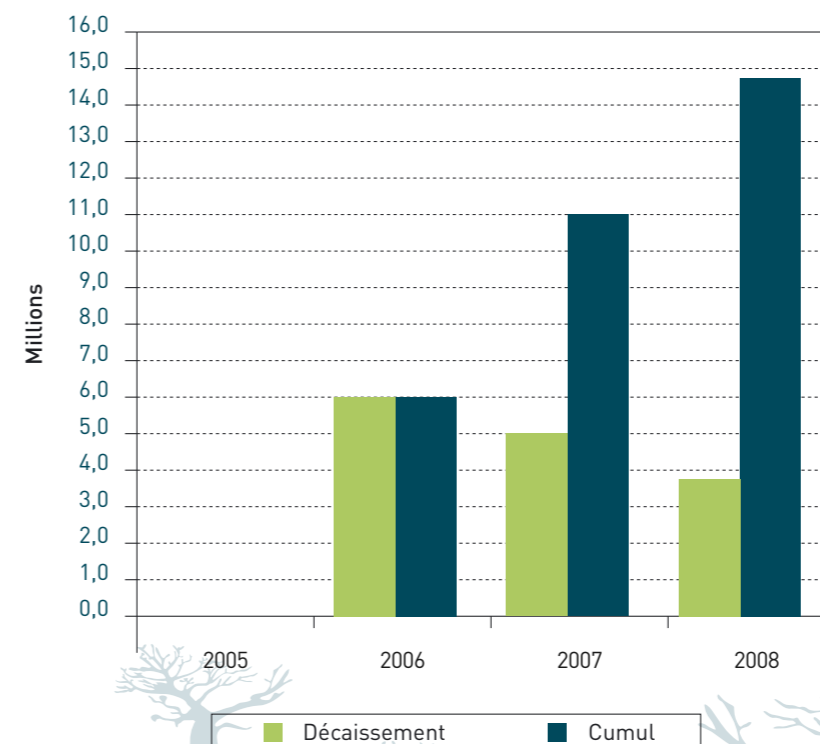
La Fondation a reçu deux décaissements correspondant aux deux premières tranches du C2D :

- le premier versement d'un montant de 1.332.118,58 EUR en date du 21 Août 2008,
- le deuxième versement d'un montant de 1.332.118,58 EUR en date du 24 Novembre 2008.

2. Evolution des décaissements depuis 2005.

Le graphique ci-après illustre l'évolution progressive des fonds de dotation en capital effectivement décaissés depuis la création de la Fondation.

Evolution des décaissements.



3. Situation des fonds de dotation en capital à la fin 2008.

Comme le montre le tableau ci-après, l'ensemble des fonds qui ont déjà fait l'objet d'un accord de don s'élève à environ 34 millions USD. Le capital effectivement décaissé s'élève à environ 14 millions USD, les montants restants seront décaissés progressivement. Concernant le reliquat de la participation de l'IDA d'un montant de 3,5 millions USD, il sera décaissé lorsque les fonds de dotation en capital effectivement encaissés par la Fondation atteignent les 15 millions USD. Par ailleurs, le reste des fonds provenant du C2D sera progressivement décaissé sur une période de 4 ans, à raison d'une tranche annuelle de 2,6 millions EUR. Par conséquent le capital de la Fondation devrait dépasser les 20 millions USD en 2009.

Contributions au capital au 31 décembre 2007.

Bailleurs	Fonds de dotation en Capital (montant annoncé)	Date de signature	Contrevaieur actualisée en USD	Montants décaissés par les bailleurs	Contrevaieur en USD à la date des débloages	Date des débloages
Etat malgache / KFW	1 725 838 EUR	avr 03	1 187 355	2 208 907 138 MGA	1 054 285	fév / déc 06
Conservation Intl (capitalisation à la création)	1 000 000 USD	juil 05	1 000 000	1 000 000 USD	1 000 000	mar 07
WWF	1 000 000 USD	jan 06	1 041 334	1 041 334 USD	1 041 334	avr / nov 06
AfD	2 000 000 EUR	juin 06	2 826 571	2 000 000 EUR	2 642 900	13 déc 06
FFEM	1 000 000 EUR	juin 06	1 413 286	1 000 000 EUR	1 321 450	13 déc 06
Banque Mondiale	7 500 000 USD	nov 06	7 500 000	4 000 000 USD	4 000 000	fév 07
Etat malgache / C2D	13 321 536 EUR	juin 08	18 827 135	2 664 237 EUR	3 717 077	aoû 08 déc 08
Donation privée (Melissa Moye)	1 000 USD		1000	1 000 US	1000	jan 06
TOTAL			33 796 680		14 778 046	



Le tableau ci-après montre l'ensemble des fonds de dotation en capital en cours de négociation. Il y a une forte chance que les négociations aboutissent dans le courant de l'année 2009.

Bailleurs	Fonds de dotation en capital (Montant annoncé)	Contrevaieur actualisée en USD
CI / GCF	2 000 000 USD	2 000 000
KfW	5 000 000 EUR	7 066 428
GEF	10 000 000 USD	10 000 000
Total		19 066 428

Sous réserve de la signature de contrat de don concernant ces différentes participations en cours de négociation, la Fondation pourrait dépasser l'objectif de 50 millions USD avant 2012.

	Montant en USD
Conventions signées	33 796 680 USD
En cours de négociation	19 066 428 EUR
Total	52 863 108

Situation du sinking fund.

L'État malagasy a accompli un effort important en matière de décaissement des fonds en « sinking fund » en 2008. En effet, le gouvernement a décaissé toutes les tranches non payées de 2006 à 2007, il a également décaissé la tranche 2008. Toutes ces tranches ont été décaissées en tenant en compte des taux de change actualisés. Conformément à ses engagements lors de la négociation intergouvernementale à Bonn en avril 2007, le gouvernement a rectifié les taux de change appliqués pour les versements des tranches 2004 et 2005. Aussi, à la fin de l'année 2008, les versements de l'État, dans le cadre de la convention spéciale de remise de dette conclue avec le gouvernement allemand en avril 2003, sont complètement effectués.

L'ensemble des décaissements effectués par l'État s'élève à 5,2 milliards Ariary. Comme le montre le graphique ci-après, les décaissements étaient assez faibles pendant les deux années 2006 et 2007 alors qu'aucun décaissement n'a été effectué en 2005. En 2008, le gouvernement a effectué plusieurs versements d'un montant global d'environ 4 milliards Ariary, soit 80% du montant cumulé pendant les quatre dernières années.

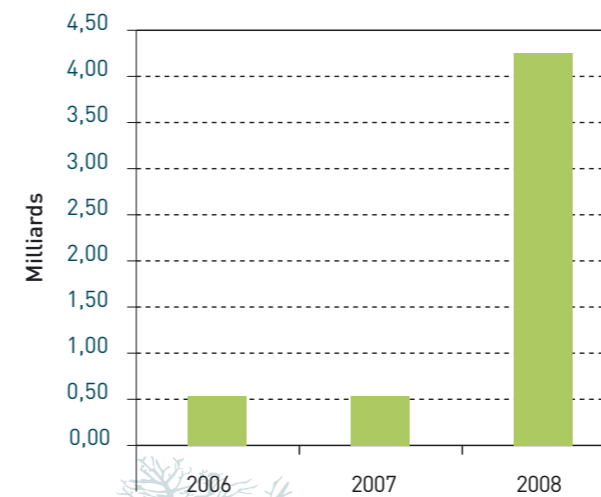
Compte tenu du montant global de financement demandé par Madagascar National Parks en 2007 et 2008, la Fondation dispose à partir de 2009 suffisamment de fonds pour financer plusieurs années de fonctionnement des aires protégées appuyées par la KfW et faisant l'objet de l'accord de financement dans le cadre de la convention spéciale de remise de dette. Cette marge de manœuvre supplémentaire devrait être utilisée de façon rationnelle par le bénéficiaire sachant que le versement de l'État n'est pas toujours régulier comme l'atteste le graphique ci-après.



Evolution des décaissements du sinking fund.

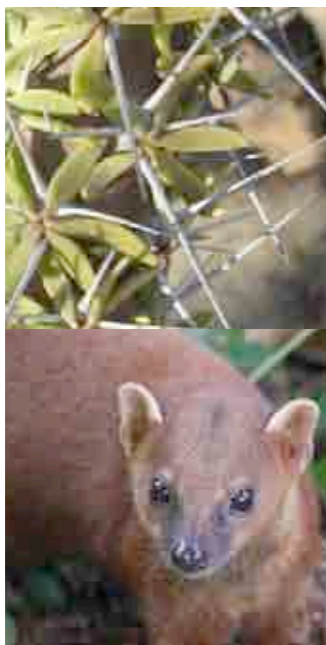
	Montant sur convention (En EUR)	Montant reçu {En MGA}	Date de réception	Taux de Change EUR/MGA
Sinking Fund tranche 2004	425 000,00	1 068 960 000,00	29 déc 06 16 mai 08 11 juin 08	2 515,20
Sinking Fund tranche 2005	425 000,00	1 036 320 000,00	17 mars 07 16 mai 08 11 juin 08	2 438,40
Sinking Fund tranche 2006	425 000,00	1 168 558 750,00	16 mai 08 11 juin 08	2 749,55
Sinking Fund tranche 2007	425 000,00	1 024 118 250,00	26 août 08	2 499,11
Sinking Fund tranche 2008	425 000,00	993 267 500,00	26 nov 08	2 337,10
Total	2 125 000,00	5.291 .224.500,00		

Sinking Fund : Evolution des décaissements.





Gestion des fonds de dotation en capital.



Fonds gérés par JP Morgan.

1. Un contexte marqué par un "krach boursier" et la crise financière.

Dans le rapport d'activités en 2007, nous avons évoqué longuement la crise des « subprimes ». Il y a un an, nous avons annoncé que nous faisons face à « l'une des crises financières les plus importantes de ces dernières décennies ». Dans le « rapport de mission de revue de portefeuille » rédigé en novembre 2007, suite à la rencontre avec le gestionnaire

de JP Morgan, il a été souligné que l'accalmie observée sur le marché à la fin de l'année 2007 ne sera pas durable, les conséquences de la crise des subprimes sur l'économie, en général, et le secteur bancaire en particulier, étaient difficilement « quantifiables ».

En septembre 2008, les marchés financiers ont connu l'un des pires moments de leur histoire, tous les records de baisse et de volatilité ont été battus, il fallait revenir plusieurs décennies en arrière, et faire référence à la crise de 1929 pour trouver un élément de comparaison. En effet, la faillite surprise de Lehman Brothers, une des plus prestigieuses banques d'affaires américaines a provoqué un « krach boursier ». Cette faillite a été le révélateur d'une crise plus profonde qui affectait le secteur bancaire et financier mondial.

Par la suite, une crise de liquidité d'une ampleur exceptionnelle a incité la Federal Reserve à injecter plusieurs centaines de milliards de USD pour soutenir le système financier américain. Très rapidement, la crise s'est propagée partout et touche les banques européennes et japonaises. Le risque d'effondrement du système financier international est devenu très élevé. Il a fallu que le gouvernement américain abandonne son principe sacro-saint de non intervention dans le secteur privé et propose un vaste plan de sauvetage pour atténuer l'effondrement des cours en bourse des banques et sociétés financières.

La majorité des grands pays européens ont ensuite emboîté le pas et ont proposé des plans de sauvetage au secteur bancaire. Toutefois, ni l'intervention des banques

centrales, ni même les différents plans de sauvetage proposés par les grands pays, n'ont réussi à calmer définitivement les marchés financiers, le dernier trimestre 2008 a été marqué par une très forte volatilité du marché. A la fin de l'année 2008, les principaux indices boursiers du monde ont enregistré une baisse de - 40% à - 50%. Il faut remarquer également que même le marché obligataire, qui constitue traditionnellement un « refuge » lorsque les marchés d'actions baissent fortement, n'a pas joué ce rôle, la crise de liquidité s'est traduite par une crise de confiance ; par conséquent, les primes de risques sur les emprunts et obligations ont augmenté considérablement, les valeurs obligataires ont aussi baissé. Le rendement des bons de trésor américain a également baissé de façon spectaculaire en raison de la baisse du taux d'intervention (fed fund rate) de la Reserve Federal, ce taux est revenu autour de zéro à la fin de l'année. L'ampleur de la crise financière et sa propagation sur les autres secteurs (BTP, Automobile, Consommation.. .), ont entraîné l'économie mondiale dans l'une des récessions les plus graves depuis la dernière guerre mondiale. Nous abordons l'année 2009 avec beaucoup d'incertitudes.

2. Situation de JP Morgan dans le contexte de la crise bancaire.

La crise des « subprime » a affecté toutes les banques américaines et européennes mais son impact varie en fonction du degré d'exposition de chaque banque au marché des « subprime ». JP Morgan n'est pas épargnée, cependant elle s'en sort mieux comparée à ses concurrents aux Etats-Unis. Elle a enregistré des pertes plus faibles comparées aux autres banques d'investissement importantes. En effet, depuis le début de la crise en juillet 2007, JP Morgan a annoncé une perte de 5 milliards USD comparée à 33 milliards USD pour la Citibank et 26 milliards USD pour Merrill Lynch. Cette perte limitée n'a pas affectée sa solidité

financière et par conséquent, les actions de JP Morgan ont également moins baissé que celles de ses concurrents.

La solidité de la banque, dans une tourmente financière, lui a valu le rôle de « sauveur » sur le marché. Lorsque la Federal Reserve américaine (Fed) cherchait une banque solide pour assurer le sauvetage de Bear Sterns, la cinquième banque d'affaires aux Etats-Unis (une institution vieille de 85 ans), le choix de JP Morgan s'est imposé. JP Morgan a alors racheté la banque en difficulté avec la bénédiction et le soutien financier de la Fed le 17 Mars 2008. Au mois de septembre 2008, suite à l'annonce de la faillite de Lehman Brothers, deux autres importantes banques, Washington Mutual et Wachovia, ont également connu des problèmes de liquidités et sollicitaient l'intervention de repreneurs capables d'injecter des fonds nécessaires à la poursuite de leurs activités. JP Morgan a été sollicitée pour le sauvetage de Washington Mutual, une des plus importantes caisses d'épargne aux Etats-Unis. Les autorités américaines ont préféré l'offre de rachat présentée par JP Morgan parmi toutes les propositions faites par les grandes institutions bancaires présentant des garanties solides.

Cette opération propulse JP Morgan au tout premier plan, elle est devenue une des toutes premières banques des Etats-Unis en terme d'actif géré et de capitalisation boursière. Après cette offre de rachat, JP Morgan Chase est devenue la seconde banque commerciale américaine après la Citibank, en terme d'actif géré.



3. Une dépréciation du portefeuille limitée malgré l'ampleur de la crise.

Le placement des fonds de la Fondation sur les marchés financiers internationaux n'a pas été épargné par cette crise financière. Après avoir enregistré une performance positive de + 7,2% en 2007, le portefeuille de la Fondation a enregistré une moins-value de - 10,6% à la fin de l'année 2008. Compte tenu du fait que les gains réalisés en 2007 n'ont pas été utilisés, si on cumule les performances sur les deux années 2007 et 2008, la dépréciation du capital géré par JP Morgan s'inscrit à - 5,9%.



Cette performance, bien que négative, reste relativement bonne comparée à celle d'autres fonds. À titre de comparaison, la Fondation Bill Gates aurait perdu environ - 20% de son capital depuis le début de la crise. Une information publiée par l'association des fonds fiduciaires des grandes universités américaines (Yale, Harvard, etc...) indique aussi des pertes sur le capital d'environ - 20%. La Fondation Table Mountain en Afrique du sud aurait également enregistré une perte d'environ - 20% sur le capital. Le Living Planet Fund a enregistré une baisse de - 43% sur l'année 2008.

Cette performance a été acquise grâce à une gestion prudente. Les gestionnaires de JP Morgan ont adopté une attitude conservatrice depuis le début de la gestion. Lors d'une réunion du comité d'investissement en mai 2007, l'attitude conservatrice du gestionnaire a été remise en cause par certains administrateurs, ils ont alors demandé au directeur exécutif de voir avec JP Morgan s'il était possible d'utiliser le cash pour améliorer le rendement. Lors de la première rencontre entre l'équipe de gestionnaires et le directeur

exécutif à New York, il a été question de cette remarque émise par certains administrateurs, les gestionnaires ont confirmé qu'il convient d'être prudent et voir comment évolue le marché dans les prochains mois.

À la fin de l'année 2008, le portefeuille de la Fondation reste largement « liquide », le cash représente environ 70% alors que les actions et options ne représentent que 18% et les obligations 10,5%. Il est évident que le choix des allocations des fonds a été déterminant pour éviter une perte importante, avec le temps, la stratégie adoptée par les gestionnaires nous semble opportune.

L'évolution de la parité EUR/USD constitue également un élément affectant la performance du portefeuille, les fluctuations des changes entraînent mécaniquement des gains (ou pertes) latents. Cette question a été soulevée lors de la deuxième rencontre entre l'équipe de JP Morgan et le directeur exécutif en octobre 2008. D'une part, le contrat de gestion conclu avec JP Morgan ne prévoit pas la possibilité de couvrir le risque de change et d'autre part, les gestionnaires n'ont pas la possibilité d'arbitrer entre l'Euro et le Dollar US, même s'ils parviennent parfois à anticiper correctement l'évolution de la parité des deux monnaies. Compte tenu de la

forte volatilité observée sur le marché des changes et de la forte pondération de l'Euro dans la composition du portefeuille de la Fondation, une forte baisse de l'Euro par rapport au USD se traduit mécaniquement par une moins-value de même ampleur sur 60% du portefeuille. De telle moins-value ne peut pas être imputée au gestionnaire, le contrat ne prévoit pas la possibilité de couvrir le risque de change alors que la Fondation a demandé au gestionnaire d'exprimer les performances en USD. Cette question devait être examinée par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 19 décembre 2008, mais aucune décision n'a été prise.

Evolution du capital du PTF et des revenus.

	2008					
	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin
Versement	0	0	0	0	0	0
Capital	10 722 105	10 722 105	10 722 105	10 722 105	10 722 105	10 722 105
Valeur du PTF	10 511 482	10 661 569	10 791 930	10 891 643	10 938 106	10 755 168
Plus ou Moins value latente	- 210 623	- 60 536	69 825	169 538	216 001	33 063
Variation mensuelle	- 926 044	150 087	130 362	99 713	46 463	- 182 937
Performance globale	-1,96%	-0,56%	0,65%	1,58%	2,01%	0,13%

	2008					
	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Versement	0	1 981 327	0	0	1 735 751	0
Capital	10 722 105	12 703 432	12 703 432	12 703 432	14 439 182	14 439 182
Valeur du PTF	10 681 843	12 364 884	11 736 569	10 591 370	12 124 674	12 909 093
Plus ou Moins value latente	- 40 262	- 338 548	- 966 863	- 2 112 062	- 2 314 508	- 1 530 089
Variation mensuelle	- 73 325	- 298 286	- 628 315	- 1 145 199	- 202 446	784 419
Performance globale	- 0,38%	- 2,67%	- 7,61%	- 16,63%	- 16,03%	- 10,60%

Remarque : l'évolution de la performance globale tient compte du réinvestissement des gains réalisés en 2007 (ces gains ont été ajoutés au capital). Pour estimer les pertes effectives latentes sur le capital, il convient de retrancher du capital les gains latents en 2007 et ensuite les réintégrer dans le résultat de 2008. Le capital effectivement versé par les bailleurs de fonds sur le compte tenu par JP Morgan s'élève à 13.723.761 USD à la fin 2008, la valeur du portefeuille arrêtée au 31 décembre 2008 s'élève à 12.909.093 USD, soit une perte latente d'un montant de - 814.668 USD. En pourcentage, la perte latente sur le capital s'inscrit alors à - 5,9%.

Le graphique ci-après illustre l'évolution mensuelle du capital et des plus ou moins-values latentes. Il montre que la valeur du capital de la Fondation a subi une baisse importante lors du krach boursier du mois de septembre 2008, la baisse s'est ensuite accélérée pendant les mois d'octobre et novembre, la situation s'est légèrement améliorée au mois de décembre.

Evolution du capital & Plus-ou-moins values en 2008

Capital en « ariary » géré par la direction exécutive.

Les taux de rendement du BTA (Bons de Trésor par Adjudication) ont poursuivi leur mouvement de baisse durant l'année 2007. Cette baisse s'explique en partie par la surliquidité bancaire provoquée par la montée en régime des investissements miniers et pétroliers. Il faut également souligner que l'État n'a pas connu de gros problèmes de liquidités en raison d'un recouvrement fiscal plus important et du décaissement régulier des fonds apportés par les bailleurs. Par conséquent, les taux de rendement du BTA ont évolué autour de 9% pour les échéances longues (52 semaines) pour atteindre 4,5% pour les échéances plus courtes (4 semaines). Compte tenu de cette évolution défavorable au placement des avoirs de la Fondation, une grande partie des fonds de dotation en capital en Ariary a été placée en DAT, la direction exécutive a pu négocier un taux variant de 9,5% à 8% auprès d'une des banques dépositaires locales. Sur l'ensemble de la période de placement (année 2008), le rendement moyen annuel des placements s'inscrit à 8,8%.

Evolution des placements en MGA.

	Montant moyen placé	Intérêt reçu (montant brut)	Durée réelle de placement (en jour)	Performance effective
2006	1 104 453 569,00	140 309 462,70	274 / 365	16,94 %
2007	2 317 280 846,22	372 205 826,33	329 / 365	17,82 %
2008	2 486 855 035,75	198 558 373,09	332 / 365	8,78 %

Performance cumulée des placements au 31 décembre 2008 (en USD).

Compte tenu à la fois des gains enregistrés en 2007 (sur le capital en ariary et en devises) et des fonds prélevés sur les gains permettant de couvrir les dépenses courantes de la Fondation en 2007 et 2008, le montant net des gains et des pertes est indiqué dans le tableau ci-après.

Concernant les fonds gérés par JP Morgan, le capital encaissé sur les comptes s'élève à un peu plus de 13 millions USD. La perte nette, après déduction des gains réalisés à la fin 2007 d'un montant de 715.421 USD, s'élève à - 814.668 USD.

S'agissant du capital investi à Madagascar d'un montant équivalent à environ 1 million USD, les gains nets cumulés, après déduction des frais prélevés pour la gestion courante de la Fondation, s'élèvent à 256.137 USD.

Par conséquent, les pertes nettes globales enregistrées à la fin de l'année 2008 s'élèvent à - 558.332 USD, soit une dépréciation du capital de - 3,75 %. Compte tenu du contexte particulièrement difficile des deux années marquées par la crise financière, la performance globale des placements de la Fondation paraît tout à fait honorable comparée aux placements d'autres grandes fondations et autres fonds d'investissement.

Performance cumulée (en USD) - au 31/12/2008.

	Capital initial	Gain net ou perte nette (Montant cumulé)	Appréciation ou dépréciation du Capital
Gestion par JPM	13 723 761	- 814 668	- 5,94 %
Gestion locale	1 187 355	256 137	21,57 %
Total	14 911 116	- 558 532	- 3,75 %

30/12/08 : 1 USD = Ar 1 860,36 • 1Euro = Ar 2 629,22 • Euro/USD = 1,41

Octroi de financement.

Financement accordé à MNP dans le cadre du sinking fund.

Le tableau ci-après montre, d'une part le financement approuvé par le Conseil d'administration et d'autre part le montant des fonds effectivement décaissés. Pour l'année 2008, sur un financement accordé d'un montant de 980 millions MGA, l'ensemble des fonds décaissés jusqu'au 31 décembre 2008 s'élève à 873 millions MGA (dont 123 millions MGA provient d'un reliquat non dépensé en 2007), le taux de décaissement s'élève à 90%. Toutefois, il faut signaler qu'au 31 décembre, le montant total des fonds qui ont fait l'objet d'un rapport financier validé par la Fondation s'élève à 560 millions MGA, le reste, un montant de 313 millions MGA est en attente de justification. Le reliquat de 230 millions MGA sera décaissé au début de l'année 2009 après réception et validation des justificatifs concernant les 313 millions MGA.

Programmation des financements sur sinking fund KfW - décembre 2008.

	2007	2008
Approbation par le CA de FAPBM		
Financement approuvé	634 968 000,00	980 680 360,00
Montant à la caisse de l'ANGAP		
- Financement décaissé par FAPBM	634 968 000,00	750 000 000,00
- Reliquat de l'année précédente(*)		123 800 554,80
Fonds totaux encaissés par MNP - au 31 décembre	634 968 000,00	873 800 554,80
Reste non décaissé par FAPBM pendant l'année courante (**)	0,00	230 680 360,00
Utilisation des fonds au niveau de MNP		
- Montant non encore justifié (**)		313 742 990,45
- Montant à rembourser	46 736 303,00	
- Montant non utilisé	77 064 251,80	
Montant utilisé & justifié par MNP - au 31 décembre	511 167 445,20	560 057 564,35
Taux d'utilisation	80,5 %	64,1 %

(*) Reliquat de l'année précédente : Montant remboursé + Reste non utilisé
(**) Rapports non encore disponibles à la date de ce tableau



Suivi des réalisations.

Le tableau ci-après montre, d'une part, la prévision d'allocation des fonds telle qu'elle a été proposée par la Direction générale de MNP et d'autre part, l'exécution budgétaire sur la base des différents rapports financiers reçus par la Fondation jusqu'au 31 décembre 2008. Il est rappelé que la Fondation devrait juste s'assurer que les fonds ont été utilisés conformément à la convention spéciale de remise de dette conclue entre le gouvernement malagasy et le gouvernement allemand. La répartition des fonds suivant les sites relèvent de la responsabilité de MNP, les fonds doivent être utilisés pour couvrir les frais de fonctionnement des 5 sites.

Outre le contrôle des relevés de comptes fournis par MNP, des missions sont réalisées sur site pour vérifier la véracité des informations financières fournies par le siège et suivre la mise en oeuvre du PTA. Il faut remarquer que depuis l'intervention de la Fondation, les salaires sont payés régulièrement et en intégralité. Cependant, le personnel travaillant au niveau de sites ne connaît pas toujours la provenance des fonds. Aussi, les missions que nous effectuons sur le terrain permettent également de promouvoir la Fondation et discuter de la stratégie de pérennisation financière avec les responsables des sites.

Financement en 2008.**Prévision d'allocation des fonds (accord du CA).**

en MGA	Marojejy	Andringitra	Ank/tsika	And/Kirindy	Tsimp/tsa	Coordination	Autres	Total
Charges salariales	138 000 000	144 000 000	240 000 000	72 000 000	33 600 000	24 000 000		651 600 000
Fonctionnement	75 400 000	72 400 000	138 830 360	30 600 000	5 000 000	6 850 000		329 080 360
Communications								0

Total	213 400 000	216 400 000	378 830 360	102 600 000	38 600 000	30 850 000	0	980 680 360
--------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	-------------------	-------------------	----------	--------------------

Reliquat non utilisé en 2007 **123 800 550****Réalisations.**

en MGA	Marojejy	Andringitra	Ank/tsika	And/Kirindy	Tsimp/tsa	Coordination	Autres	Total
Charges salariales	95 853 308	104 306 695	173 867 881	55 179 051	41 407 769	23 976 467	31 008	494 622 179
Fonctionnement	27 417 472	0	3 062 321	290 000	0	27 354 412	7 311 181	65 435 385
Total	123 270 780	104 306 695	176 930 202	55 469 051	41 407 769	51 330 879	7 342 189	560 057 564

Source : ANGAP / Tableaux et états financiers intermédiaires 2008

Administration de la fondation.

Organisation de la Fondation.

Le volume d'activités prévues dans le PTA 2008 n'a pas rendu nécessaire le renforcement des ressources humaines de la Fondation, l'organigramme est resté inchangé en 2008. En revanche, l'organigramme devra évoluer en 2009, en particulier il est envisagé de créer un département « programmation » avec le recrutement d'un responsable programmatique, d'autre part le renforcement du département « administration & finances » nécessite le recrutement d'un contrôleur financier. Enfin, le recrutement d'un chargé de communication sera également envisagé.

Exécution du budget en 2008 (dépenses et ressources).

Le budget de fonctionnement global adopté par le Conseil d'administration pour l'année 2008 s'élève à 308 millions MGA, ce qui représente une hausse de 17% par rapport en 2007. Au 31 décembre 2008, le budget a été exécuté à 99%, les détails sont montrés dans le tableau ci-après.

Etat des dépenses engagées - Année 2008.

Rubrique	Montant budgetisé	Dépenses engagées	Reste.	Engag / Budget	Dépenses en 2007
Administration & Fonctionnement de la Direction exécutive					
- Investissements	0	12 586 944	(12 586 944)		3 360 000
- Charges de personnel	146 874 936	135 852 074	11 022 862	92 %	124 454 212
- Charges de fonctionnement	69 042 000	68 411 402	630 598	99 %	57 377 038
- Consultance	24 000 000	15 000 000	9 000 000	63 %	45 201 035
- Marketing	8 000 000	6 819 480	1 180 520	85 %	8 594 845
- Missions (intérieur & extérieur)	31 270 000	35 567 634	(4 297 634)	114 %	12 001 001
Sous-total	279 186 936	274 237 535	4 949 401	98 %	250 988 131
Frais du Conseil d'Administration					
- Frais de transport & Mission		19 947 850			
- Indemnités / Réunions du CA		6 600 000			
- Mission Toamasina		5 304 420			
- Frais divers (Communication, Restauration par réunion,...)		1 930 905			
Sous-total	29 800 000	33 783 175	(3 983 175)	113,4 %	3 338 690
Total général	308 986 936	308 020 710	966 226	99,7 %	254 326 821

(en MGA)

Le budget de fonctionnement de la direction exécutive est passé de 250 millions MGA en 2007 à 274 millions MGA en 2008, soit une hausse de 9,6%. Les charges du personnel sont passées de 124 millions MGA en 2007 à 135 millions MGA en 2008 soit une progression de 8,8%, cette hausse s'explique par l'augmentation de 12% des salaires de l'ensemble du personnel décidée en 2008, mais la hausse a été légèrement compensée par une baisse des impôts sur les revenus. Les charges de fonctionnement ont enregistré une hausse de 21% consécutives à la hausse du carburant, du tarif de la JIRAMA et du loyer. Les frais de mission ont également augmenté, en raison d'une part, de l'augmentation du nombre de missions sur sites et d'autre part, la participation de la direction exécutive à la réunion du CBD qui s'est tenue à Rome.

Les dépenses de fonctionnement du Conseil d'administration sont passées de 3,3 millions MGA en 2007 à 33,7 millions MGA en 2008. Les frais de transport des administrateurs résidents à l'étranger représentent environ 50% des dépenses, l'organisation d'une réunion à Toamasina et des visites de sites a également contribué à cette augmentation du budget de fonctionnement du CA. Les indemnités s'élèvent à 6,6 millions MGA.

Au mois de décembre 2008, pour faire face à l'augmentation imprévue des dépenses liées au fonctionnement du Conseil, un réaménagement budgétaire a été effectué, une partie du budget de fonctionnement, d'un montant d'environ 4 millions MGA, de la direction exécutive a été réaffecté au fonctionnement du Conseil d'administration.



Pour couvrir ses dépenses de fonctionnement, la Fondation a eu recours à trois sources de financement comme le montre le tableau ci-après. D'une part le reliquat de la subvention de la KfW d'un montant de 50 millions MGA, d'autre part la commission prélevée sur la gestion du sinking fund qui s'élève à 117 millions MGA et enfin une partie des revenus réalisés sur le placement du capital en 2007 pour un montant de 140 millions MGA représentant 8,7% des revenus en 2007.

Rubrique	Montant MGA
Reliquat sur subv. KfW	50 050 879
Commission sur sinking fund	117 681 643
Revenu du Capital	140 288 187
Total général	308 020 710

Taux moyen 2008 EUR / MGA : 2 502,54 - Taux moyen 2008 USD / MGA : 1 708,15

Evolution des coûts d'administration de la Fondation de 2005 à 2008.

Comparatif annuel des dépenses engagées.

Rubrique	2005	2006	2007	2008	Variation 2007-2008	Total général
- Salaires	93 737 272	133 376 210	124 454 212	135 852 074	8 %	487 419 769
- Charges de fonctionnement	41 195 108	49 135 799	57 377 038	68 411 402	16 %	216 119 347
- Investissement en matériels	106 960 668	390 000	3 360 000	12 586 944	73 %	123 297 612
- Dépenses liées aux C.A.	1 873 000	2 099 330	3 338 690	33 783 175	90 %	41 094 195
- Missions (sites & extérieurs)	1 445 400	16 032 863	12 001 001	35 567 634	66 %	65 046 899
- Audit	6 749 600	13 039 000	13 500 000	15 000 000	10 %	48 288 600
- Marketing	0	13 012 104	8 594 845	6 819 480	-26 %	28 426 429
- Assistance technique	0	38 461 021	31 701 035	0		70 162 056
Dépenses totales	251 961 048	265 546 327	254 326 821	308 020 710	17 %	1 079 854 906
- Taux de change USD / MGA	2 160	2 014	1 787	1 860	4 %	1 941
Coût total (en USD)	116 658	131 853	142 345	165 570	14 %	556 428

Evaluation de la Fondation.

Selon le contrat de don signé avec WWF, une évaluation de la Fondation est prévue après 2 ans suivant la signature du contrat, c'est-à-dire au mois de novembre 2008. Il est rappelé que la participation de WWF US provient d'un don de la Fondation MacArthur, cette condition a été convenue avec cette Fondation. Avec l'accord de la Fondation MacArthur, le délai a été prolongé jusqu'à la fin du mois d'Avril 2009.

Il a été convenue avec WWF US que les autres bailleurs de la Fondation seront impliqués dans le processus d'évaluation de la Fondation.

Communication et relations extérieures.

La stratégie de communication pour la période 2009-2013 a été élaborée, elle a été diffusée aux membres du Conseil d'administration pour commentaires. Sur la base de cette stratégie, un plan de communication annuel devra être élaboré, le plan comprendra les priorités annuelles qui seront mises en œuvre avec les moyens disponibles. Par ailleurs, grâce à l'appui du projet MIARO, une charte graphique a été élaborée avec l'appui d'une agence de communication, des nouvelles brochures et dépliants ainsi que le rapport annuel ont été élaborés sur la base de la charte graphique. Une refonte complète du site web de la Fondation est prévue pour le début de l'année 2009.

Une étude intitulée : « Rapid Review of Conservation Trust Funds » a été effectuée en 2008 à la demande de plusieurs bailleurs (KfW, AfD, FFEM...), il s'agit d'une évaluation globale des fonds fiduciaires dans le monde, un profil de la Fondation pour les Aires Protégées et de la Biodiversité de Madagascar a été publié dans le rapport.

En 2008, la Fondation a reçu un certain nombre de visiteurs et missionnaires. Parmi les plus importants :

- au mois de mai : visite de M Thomas Wollenzien, Vice-Président de la KfW en charge de l'Afrique
- au mois de juillet : rencontre avec les étudiants de l'ESSEC accompagnés du directeur de la Chaire « entrepreneuriat social », en voyage d'études à Madagascar.

- au mois d'octobre : visite d'une délégation de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), la mission était à Madagascar pour s'enquérir des expériences de la Fondation en vue de créer un fonds fiduciaire pour le Congo.

- au mois de juillet : visite d'une délégation de journalistes allemands invités par la KfW.

- au mois de novembre : rencontre entre la FAPBM et la Fondation Tany Meva pour un échange d'expériences en matière de gestion de fonds et discuter des impacts de la crise financière.

- au mois de décembre : visite de Mme Lisa Steel, chargée de programme Bassin du Congo, Namibie, Madagascar auprès de WWF US.

Concernant la communication avec les institutions, une note sur la Fondation a été préparée pour le voyage officiel du Président de la République en Suède. Une note de présentation a également été préparée et distribuée aux sénateurs à la demande de Monsieur le Ministre de l'environnement.

Enfin, le Président du Conseil d'administration a été invité par Nicolas Hulot, en marge du congrès de l'IUCN à Barcelone au mois d'octobre, à faire une présentation de la Fondation auprès des proches de celui-ci et de quelques journalistes français. Suite à cette présentation, le journal « le Monde » a publié un article sur les conséquences de la crise financière dans lequel la Fondation a été citée.

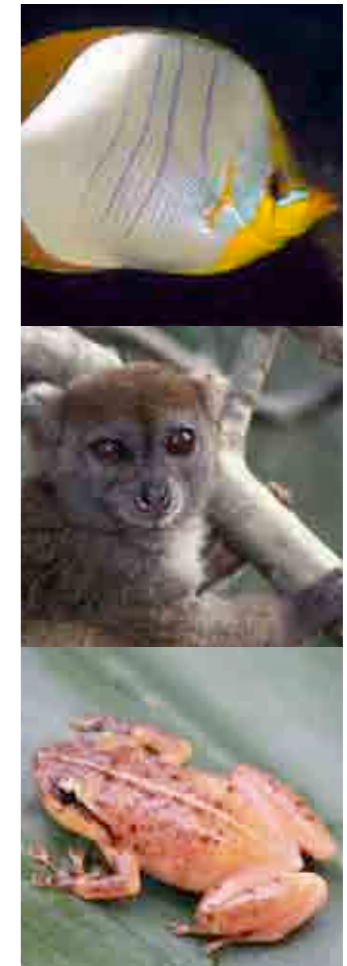
Gouvernance.

Activités du Conseil d'administration.

Durant l'année 2008, le Conseil d'administration de la Fondation s'est réuni six fois. Pour permettre à tous les administrateurs de s'enquérir des réalités du terrain, une réunion du Conseil a été organisée en dehors de la capitale, à Toamasina, dans le cadre d'une mission sur sites. Cette mission a été l'occasion de visiter des aires protégées et mener des discussions avec un certain nombre d'acteurs impliqués dans la gestion d'aires protégées (Andasibe) et aussi dans la mise en place de nouvelles aires protégées (Complexe Mantadia Zahamena).

Le Conseil a adopté les orientations stratégiques de la Fondation pour les cinq prochaines années.

Le Président du Conseil a représenté la Fondation dans différentes rencontres internationales : réunion du CDB à Rome, présentation de l'étude sur les fonds fiduciaires à Paris (Rapid review of Conservation Trust Funds), réunion de la COP à Bonn, Congrès de l'IUCN à Barcelone.



Réunion avec les contributeurs au capital :

La quatrième rencontre annuelle entre le Conseil d'administration de la Fondation et les principaux Donateurs au capital de la Fondation s'est déroulée le 13 juin 2008 avec la présence de M. Harison Randriarimanana, Ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts et du Tourisme. La rencontre a été l'occasion pour les contributeurs au capital de la Fondation de suivre l'évolution de la Fondation et discuter des perspectives à moyen terme. En particulier, la rencontre a été mise à profit pour discuter des différents points qui font l'objet d'une divergence de vue.

Les bailleurs ont reconnu les progrès accomplis dans le domaine de la mobilisation des fonds et de l'investissement, cependant il reste beaucoup d'efforts à fournir quant à la stratégie de financement. En effet, la politique de priorisation élaborée et présentée par la Fondation a fait l'objet de débats contradictoires.

Les bailleurs de fonds considèrent que la stratégie présentée par le Conseil en matière de choix de sites à financer n'est pas conforme à l'esprit des statuts, en particulier la priorité accordée au réseau national des aires protégées géré par Madagascar National Parks n'est pas clairement intégré dans la politique de priorisation. En effet, certains bailleurs de fonds insistent pour que la Fondation concentre ses efforts sur le réseau national, alors que le Gouvernement malagasy souhaite élargir la mission de la Fondation en y intégrant les nouvelles aires protégées.

Le Conseil a pris note des remarques et observations émises par les bailleurs, il a souligné que la politique de priorisation n'est pas encore finalisée. Quelque soit la politique de

financement, les bailleurs de fonds souhaitent que les décisions de financement prises par le Conseil d'administration soient effectuées dans la plus grande clarté et transparence. Enfin, l'ensemble des bailleurs a recommandé à la Fondation de se doter d'outils de pilotage (Plan stratégique, Plan de suivi évaluation), de finaliser un manuel de financement et renforcer ses capacités opérationnelles et ses ressources humaines.

Nomination du 9^e administrateur.

Le neuvième administrateur de la Fondation a été nommé par l'Etat malagasy au mois de décembre 2008, il s'agit de M Abdoul Cheikh ABDALLAH.



Rapports financiers audités. Delta Audit.

Rapport général du Commissaire aux comptes exercice clos au 31 Décembre 2008.

Mesdames et Messieurs les Administrateurs de la Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar.

Nous avons procédé à l'audit des comptes annuels comprenant le Bilan, le Compte de résultat, le Tableau de flux de trésorerie et le Tableau de variation, des capitaux propres de la Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar pour l'exercice clos au 31 Décembre 2008.

Ces comptes ont été établis sous la responsabilité de la Direction Exécutive de la Fondation suivant les principes et les dispositions prévus par le Plan Comptable Malagasy (PCG 2005). En tant qu'Auditeur indépendant, notre mission consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers à la lumière des résultats de nos vérifications.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes internationales d'audit de l'IFAC. Ces normes requièrent la planification et la mise en oeuvre de diligences qui permettent d'obtenir une assurance raisonnable que ces états financiers ne contiennent pas d'inexactitude significative. La vérification des comptes comprend l'examen, sur la base de sondages, des

Delta Audit Associés

18, rue Patrice Lumumba Tsaralalàna
Antananarivo 101 Madagascar
PO Box 241
Tél. : + 00 (261) 20 22 278 31
+ 00 (261) 20 22 653 73

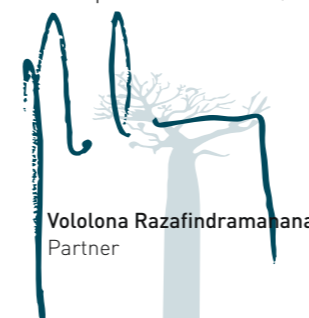
Fax. : + 00 (261) 20 22 210 95
deltadt@deltaaudit.mg
deltadt@moov.mg

NIF : 105004256 - Stat : 74 121 1994 000 813 - RC : 203 B 00 140

éléments probants justifiant les montants figurant dans les comptes et les informations données en annexe. Cette vérification comprend également une évaluation des principes et méthodes comptables suivis et des principales estimations faites par la Direction ainsi qu'une évaluation globale de la présentation des états financiers. Nous considérons que les travaux effectués constituent une base raisonnable pour formuler notre opinion.

A notre avis, les états financiers dont le bilan au 31 Décembre 2008 présente un total de MGA 30.623.050.483,58 et un résultat déficitaire de MGA 2.086.246.584,86, sont sincères et donnent une image fidèle, sur tous leurs aspects significatifs, de la situation financière ainsi que du résultat des activités de la Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar à cette date, en conformité avec les principes comptables généralement admis à Madagascar tels qu'énoncés en note 2 ci-après.

Antananarivo, le 19 Juin 2009
Le Commissaire aux comptes
Delta Audit


Vololona Razafindramanana
Partner


Denis Ratsimandresy
Expert - Comptable



Bilans au 31 décembre 2008 (Montants exprimés en MGA)					
Actifs	Note	2008			2007
		Montant Brut	Amortissement et perte de valeur	Montant Net	Montant Net
Actifs non courants					
- Immobilisations incorporelles		2.200.000,00	(806.667,00)	1.393.333,00	1.833.333,00
- Immobilisations corporelles	3	119.950.168,00	(75.800.295,00)	44.149.873,00	64.101.602,00
- Immobilisations financières		5.610.000,00	-	5.610.000,00	5.320.000,00
- Immobilisations en cours		3.220.315,20	-	3.220.315,20	-
Total Actifs non courants		130.980.483,20	(76.606.962,00)	54.373.521,20	71.254.935,00
Actifs courants					
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	30.568.676.962,38	-	30.568.676.962,38	22.957.525.579,00
- Autres créances et actifs assimilés		-	-	-	95.010,00
Total Actifs courants		30.568.676.962,38	-	30.568.676.962,38	22.957.620.589,00
Total des Actifs		30.699.657.445,58	(76.606.962,00)	30.623.050.483,58	23.028.875.524,00

Bilans au 31 décembre 2008 (Montants exprimés en MGA)			
Capitaux propres et passifs	Note	2008	2007
Capitaux propres			
- Dotation en Capital	5	28.715.049.872,14	22.376.163.609,14
- Autres capitaux propres: report à nouveau		246.501.467,95	79.543.363,66
- Résultat comptable		(2.086.246.584,86)	169.408.104,73
Total Capitaux propres		26.875.304.755,23	22.625.115.077,53
Passifs non courants			
- Subventions d'investissement		2.140.667,00	3.256.057,00
- Fonds avec mandat de gestion	6	3.427.280.857,28	322.865.356,48
Total Passifs non courants		3.429.421.524,28	326.121.413,48
Passifs courants			
- Fournisseurs et comptes rattachés	7	87.643.844,07	77.639.032,99
- Autres dettes	8	230.680.360,00	-
Total Passifs courants		318.324.204,07	77.639.032,99
Total des Passifs		30.623.050.483,58	23.028.875.524,00

Comptes de résultat au 31 décembre 2008 (Montants exprimés en MGA)			
	Note	2008	2007
Produits d'exploitation		-	-
Achats	9	(15.528.922,00)	(12.380.034,00)
Services Externes et autres consommations	10	(144.182.320,68)	(90.216.241,96)
Consommation de l'exercice		(159.711.242,68)	(102.596.275,96)
Valeur ajoutée d'exploitation		(159.711.242,68)	(102.596.275,96)
Charges de personnel	11	(158.277.961,64)	(125.761.494,32)
Impôts & Taxes		(31.200,00)	-
Excédent brut d'exploitation		(318.020.404,32)	(228.357.770,28)
Autres Produits Opérationnels	12	169.386.595,49	267.564.364,06
Autres Charges Opérationnelles		(7.521.196,00)	(18.222.689,43)
Dotations aux Amortissements		(24.212.229,00)	(24.174.222,56)
Résultat opérationnel		(180.367.233,83)	(3.190.318,21)
Produits Financiers	13	301.494.355,87	1.746.210.905,30
Charges Financières	14	(2.207.373.706,90)	(1.573.612.482,36)
Résultat financier		(1.905.879.351,03)	172.598.422,94
Résultat avant impôts		(2.086.246.584,86)	169.408.104,73
Impôts sur les bénéfices		-	-
Résultat comptable net		(2.086.246.584,86)	169.408.104,73

Informations générales sur la Fondation

Informations légales

Raison sociale :

Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar

Statut juridique : Fondation Reconnue d'Utilité Publique selon le décret de reconnaissance en date du 20 janvier 2005

Immatriculations : Numéro d'identification fiscale : 10 571 813

Numéro statistique : 667 817

Adresse : Lot VX 13 Andrefandova - 101 Antananarivo Madagascar

Tél. : 020 22 605 13 - Fax : 020 22 621 44

Le Conseil d'Administration

Monsieur Rajaobelina Léon Maxime, Président

Madame Rabenarivo Sahondra, Vice-Président

Monsieur Raveloson Clovis, Trésorier

Autres membres :

Madame Jeannoda Harimanga

Monsieur Paddock Jean-Paul

Monsieur Horace Gatien

Monsieur Ralison Alphonse

Monsieur Andréas Richard

Monsieur Abdoul Cheikh Abdallah

Le Staff Exécutif

Monsieur Ramarolahy Christian, Directeur Exécutif

email : cramarolahy@fondation-biodiversite.mg

Monsieur Rabeso Ary Fenitra, Responsable Administratif et Financier

email : frabeso@fondation-biodiversite.mg

Monsieur Andriamandroso Tahina, Assistant Administratif

email : tandriamandroso@fondation-biodiversite.mg

Commissaire aux comptes : Cabinet Delta audit & Deloitte

Conseiller juridique : Maître Rajaonson Guy

Remerciements

Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce document.



Madagascar ... une terre, la vie.





**MADAGASCAR
BIODIVERSITY FUND**

www.fondation-biodiversite.mg

Lot VX 13 Andrefandrova - 101 Antananarivo - Madagascar

Tél : (+261 20) 22 605 13 - Fax : (+261 20) 22 621 44

NIF : 10 571 813 - Stat : 667 817

**FONDATION POUR LES AIRES PROTÉGÉES
ET LA BIODIVERSITÉ DE MADAGASCAR**